

# ENGAGEMENT

## en faveur du Pacte pour une Terre solidaire

Avec sa campagne en faveur d'un **Pacte pour une Terre solidaire**, le CCFD-Terre Solidaire, première ONG de développement française, veut porter dans le débat citoyen, au cœur des élections présidentielle et législatives, des enjeux de solidarité internationale qui lui semblent déterminants.

La lutte contre l'évasion fiscale, l'encadrement des activités des multinationales et la régulation des marchés agricoles sont autant de leviers pour juguler les crises qui sévissent dans les pays du Sud comme en France.

La refondation de la politique migratoire pour plus de justice et le choix d'une gouvernance globale et multilatérale des migrations, sont essentiels pour construire un monde de paix et de respect des droits.

Nous vous avons présenté les 16 propositions sur lesquelles s'appuie le **Pacte pour une Terre solidaire**.

**En tant que candidat-e aux élections législatives, nous attendons que vous vous exprimiez clairement sur votre engagement à porter tout ou partie de ces propositions lors de votre mandat, et à les mettre en œuvre si vous étiez élu-e.**

A cette fin, vous trouverez ci-après le questionnaire que nous adressons à tous les candidat-es: outre votre réponse sur chacune de nos 16 propositions, nous vous proposons de vous exprimer plus largement sur les quatre thèmes de notre Pacte, et de mettre en avant votre vision et vos choix politiques.

Vos réponses pourront être rendues publiques sur le site **Pacte pour une Terre solidaire** : <http://ccfdterresolidaire.org/pacteterresolidaire>.

Nous vous remercions de renvoyer ce questionnaire signé et daté (à la fin du document), **avant le 21 mai**.

Avec cette démarche citoyenne, le CCFD-Terre Solidaire entend contribuer au débat en tant qu'acteur de solidarité internationale dans la société civile française, et attend de nos futur-es député-es qu'ils/elles portent des engagements courageux à la hauteur des défis d'aujourd'hui.

Avec mes salutations respectueuses,



**Bernard Pinaud**  
Délégué général du CCFD-Terre Solidaire

# EN FINIR AVEC L'ÉVASION FISCALE POUR APPORTER UNE RÉPONSE JUSTE À LA CRISE DE LA DETTE

*La nouvelle Assemblée devra répondre à une question cruciale : comment réduire la dette du pays pour financer des politiques publiques de qualité ? Selon les estimations, la fraude fiscale prive l'Etat de 50 milliards d'euros chaque année, dont 20 sont le seul fait de la fraude internationale, notamment celles des multinationales via les paradis fiscaux. Dans les pays du Sud, l'évasion fiscale des entreprises multinationales génère un manque à gagner pour les Etats de 125 milliards d'euros par an (soit plus que l'aide publique au développement). Les multinationales et les banques internationales sont les plus grosses utilisatrices des paradis fiscaux (environ 20% de leurs filiales). A ce jour toutes les initiatives menées n'ont pas abouti à des résultats satisfaisants. La première étape pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale est de renverser la charge de la preuve : il revient aux entreprises de démontrer qu'elles n'utilisent pas les paradis fiscaux à des fins d'évasion fiscale.*

## Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à œuvrer pour :

1. Que l'Etat français exige la transparence financière pays par pays des entreprises multinationales bénéficiant de marchés et de garanties publics ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

### Comment ?

*En demandant aux entreprises de publier un certain nombre d'informations pour chacun des pays dans lesquels elles opèrent, en particulier la liste des filiales, le nombre d'employés, les profits générés et les impôts versés pour décourager les pratiques de contournement de l'impôt les plus abusives.*

## Vous engagez-vous également à œuvrer pour :

2. Augmenter la part de l'aide au développement consacrée au renforcement des administrations fiscales dans les pays du Sud et accompagner la reconversion économique des paradis fiscaux ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

3. Exiger un échange automatique d'informations de la part des intermédiaires financiers, en demandant aux banques qui opèrent en France de dévoiler leurs relations avec des contribuables français à l'étranger ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

4. Actualiser la liste française des paradis fiscaux pour recenser de façon exhaustive tous les territoires opaques et insuffisamment réglementés propices au blanchiment d'argent, à la spéculation financière et à l'évasion fiscale, et inclure également les territoires liés à la France (Monaco, Andorre) et les paradis fiscaux européens ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E



# INSTAURER LA RESPONSABILITÉ JURIDIQUE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES VIS-À-VIS DE LEURS FILIALES

*Les entreprises multinationales sont des actrices majeures de la mondialisation économique. En 30 ans, leur nombre a été multiplié par 10 : les 70 000 multinationales et leurs 690 000 filiales ont un poids économique énorme et pèsent parfois plus lourd que les états des pays dans lesquels elles sont présentes. Si elles peuvent participer au développement des territoires où elles opèrent, force est de constater qu'en l'absence de règles contraignantes, elles génèrent souvent des impacts négatifs, voire portent gravement atteinte aux droits humains ou à l'environnement. Le droit des sociétés semble aujourd'hui inadapté aux réalités d'un monde sans frontières : si la filiale ou un sous-traitant d'une entreprise multinationale européenne installée en dehors des frontières européennes commet des violations des droits de l'homme ou provoque des dommages environnementaux irréversibles, la responsabilité juridique de l'entreprise mère ne peut pas être engagée. Les populations victimes de ces « incidences négatives » dans les pays à faible respect des droits, rencontrent des difficultés souvent insurmontables dans leur quête de justice. Les Nations Unies viennent d'adopter un cadre identifiant les responsabilités des Etats et des entreprises en matière de droits de l'Homme et invitent les états à aligner leur droit interne sur ce cadre. Les 4 mesures que nous proposons constituent un premier pas vers la mise en œuvre en France du cadre des Nations Unies.*

## Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à œuvrer pour :

5. Lever la séparation juridique entre la maison-mère et ses filiales et sous-traitants en cas d'abus vis-à-vis des droits humains et de l'environnement ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

### Comment ?

*En instaurant un régime de responsabilité du fait d'autrui propre aux personnes morales contrôlantes ou dominantes.*

## Vous engagez-vous également à œuvrer pour :

6. Renforcer l'obligation de transparence des entreprises en matière d'impacts sociaux, environnementaux et de droits de l'homme ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

7. Obliger les entreprises bénéficiaires de subventions publiques à prendre des mesures de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme en amont du financement de projet, notamment dans le cadre de projets financés par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) et la branche financière de l'Agence Française de Développement, PROPARCO ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

8. Lever les obstacles procéduraux à l'accès à la justice pour les victimes de l'activité d'entreprises multinationales françaises hors d'Europe en inversant la charge de la preuve, et en introduisant dans le droit national la possibilité pour un ou plusieurs demandeurs d'intenter une action en justice au bénéfice d'un groupe de personnes (action de classe) ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E



# RÉGULER ET ENCADRER LES MARCHÉS AGRICOLES POUR ASSURER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

*Aujourd'hui les marchés agricoles sont devenus un terrain de jeu pour les spéculateurs. La domination des logiques de profits, la financiarisation accrue du secteur, le manque de régulation des marchés agricoles, mais aussi le détournement des cultures vers les agrocarburants, menacent les populations les plus vulnérables, au Nord comme au Sud, et la souveraineté alimentaire de pays entiers. Depuis 2000, la hausse moyenne des prix de l'alimentation au niveau mondial est de 30 %. A Chicago, première bourse d'échange de matières premières, ce sont, en produits dérivés, 46 fois la production mondiale réelle de blé et 24 fois la production mondiale réelle de maïs qui sont échangées chaque année. L'urgence à réguler est donc réelle alors que dans le monde un milliard d'êtres humains ont faim (dont 18 millions d'européens). Relever le défi de nourrir 9 milliards de personnes à l'horizon 2050 tout en préservant des emplois agricoles et une gestion durable des territoires ruraux est possible. Ce n'est qu'en mettant fin à la spéculation et en s'engageant en faveur d'une véritable régulation des marchés agricoles au bénéfice des acteurs premiers de la souveraineté alimentaire, les petits producteurs, que la France fera preuve de cohérence dans sa volonté de maîtriser l'économie et de faire face au défi alimentaire mondial.*

## Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à œuvrer à :

9. Lutter contre la spéculation sur les marchés des matières premières agricoles. C'est à dire encadrer et réguler les pratiques financières qui mettent en péril la stabilité des prix, assurent des bénéfices considérables à des investisseurs qui spéculent contre l'intérêt des producteurs et précarisent l'accès à l'alimentation des plus pauvres ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

### Comment ?

*En interdisant à tout investisseur hors secteur agricole (notamment les fonds de pensions ou les compagnies d'assurances) d'intervenir sur les marchés à terme de matières premières agricoles, et en renforçant les pouvoirs des autorités de marché afin qu'elles puissent agir sur toute situation entraînant un fort déséquilibre des cours.*

## Parmi nos autres demandes, vous engagez-vous à œuvrer pour :

10. Mettre en place des stocks de régulation régionaux et internationaux, seuls à même de temporiser les fortes hausses ou baisses de prix par introduction sur les marchés ou stockage de denrées ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

11. Rendre transparentes les informations relatives à la production et aux stocks, y compris pour les agro-industriels et le secteur agroalimentaire ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

12. Stopper l'incitation à la production d'agrocarburants dans les pays en développement, en imposant un moratoire européen sur les importations d'agrocarburants de ces pays, ce qui exige d'abandonner le calendrier européen qui prévoit l'incorporation de 10 % d'agrocarburants dans le secteur des transports d'ici 2020 ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E



## RESPECTER LES DROITS DES MIGRANTS

*En promouvant «l'immigration choisie» la France privilégie depuis quelques années une politique sécuritaire et utilitariste censée empêcher et prévenir à la source les flux migratoires. Cette approche, qui ne respecte pas les droits fondamentaux des individus et ne relève pas les défis posés par les migrations, s'incarne dans des accords de gestion concertée qui externalisent la gestion des migrations et instrumentalisent l'aide au développement. De plus, en créant de vifs contentieux avec les pays du Sud, ces accords nuisent à l'image de la France dans le monde. A l'heure où les problématiques sont de plus en plus régionales, où les espaces de concertation au plan économique et politique se construisent et se développent, il semble tout à fait inadapté de la part de la France de privilégier ce type d'accords bilatéraux. Il est nécessaire de renouveler l'approche politique des migrations internationales en la basant sur le respect des droits fondamentaux et en promouvant une gouvernance globale multilatérale de ces questions. La Convention des Nations Unies pour la protection des droits des travailleurs migrants et leurs familles, adoptée en 1990 et entrée en vigueur en 2004, est un instrument qui pose les fondements juridiques nécessaires aux politiques et aux pratiques en matière de migrations. A ce jour, seuls 45 pays l'ont signée et 14 ratifiée... mais aucun pays du Nord.*

### Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à œuvrer à :

13. Renégocier des accords de gestion concertée, sur une base juste et équitable, fondés sur le respect des droits des migrants et en les dissociant de la politique d'aide au développement ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

#### Comment ?

*En abrogeant les accords existants et en soutenant de nouveaux accords, négociés de manière transparente et fruits d'une véritable concertation (avec les acteurs de la société civile, les partenaires sociaux, les migrants), qui prennent en compte les intérêts fondamentaux des pays d'origine et qui cessent de subordonner le volet développement à la collaboration des pays à lutter contre l'émigration.*

### Vous engagez-vous par ailleurs à œuvrer pour :

14. Encourager la construction d'accords multilatéraux, appuyés sur les structures régionales (Union Européenne, CEDEAO, CEMAC, etc.) ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

15. Engager le processus afin que la France ratifie la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et leurs familles ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

16. Porter une action en faveur de la signature de la Convention par les autres pays européens ?

**OUI** JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E





Nous vous remercions de bien vouloir signer ce document après l'avoir rempli,  
et de nous le renvoyer avant le 21 mai 2012.



**M. Bernard Pinaud**  
Délégué Général CCFD-Terre Solidaire  
4, rue Jean Lantier - 75001 Paris  
b.pinaud@ccfd.asso.fr

## PACTE POUR UNE TERRE SOLIDAIRE

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des  
16 propositions portées par le Pacte pour une Terre solidaire.

Je vous communique ci-dessus les engagements que je prends dans le cadre  
de ce Pacte.

Plus largement, j'y indique mes positions sur ces thématiques.

Date : .....

Nom et prénom : .....

Signature :